

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 04 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OMYA

BP N 10

13660 Orgon

Références : D-00483-2023

Code AIOT : 0006401380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement OMYA implanté BP N° 10 Perrière Est 13660 Orgon. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA
- BP N° 10 Perrière Est 13660 Orgon
- Code AIOT : 0006401380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OMYA exploite une carrière aux lieux-dits "Perrière Est, Montplaisant, Les Défens, Beaurecueil" sur la commune d'Orgon. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE et de l'enregistrement au titre des rubriques 2515 et 2517. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 août 2014, modifié par les arrêtés complémentaires du 16 juin 2020 et du 2 avril 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de la dernière inspection ;
- suivi des émissions sonores et des vibrations ;
- plan de gestion des déchets d'extractions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Modalités d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	zones de stockage des déchets d'extraction inertes	Code de l'environnement du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	évaluation des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.2.2	/	Sans objet
8	registre dépoussiéreurs	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.12	/	Sans objet
9	VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.2.1.	/	Sans objet
10	NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.2.2,	/	Sans objet
11	tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté trois non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives, relatives au plan de gestion des déchets d'extraction, au suivi des retombées de poussières et aux modalités d'extraction. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet des Bouches du Rhône d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;

- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Par courrier du 28/01/2022, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE version 1 du 16/01/2022). Ce plan liste 3 catégories de déchets d'extraction :

- la terre végétale issue des opérations de découverte ;
- les argiles et calcaires altérés issus des opérations de découverte ;
- les déchets de carbonates non traités issus de l'usine.

L'exploitant précise que les déchets de carbonates non traités issus de l'usine sont de deux natures :

- les poudres issues des activités de nettoyage des ateliers, dont la taille varie de 2 à 20 microns ;
- les déchets de décantation secs issus des bassins pluviaux.

L'inspection relève que la quantité de 300 m³ de déchets de carbonates issus de l'usine, mentionnée comme produite au cours de la durée de l'autorisation (page 4/8 du PGDE), ne semble pas cohérente avec les données reprises page 6/8 du même document (10 000 m³).

Par ailleurs, l'inspection a noté au cours de la visite sur site que les déchets pulvérulents, stockés en casier en bas de la zone de Montplaisant, paraissent difficiles à stabiliser par arrosage ; seul le recouvrement par des matériaux de granulométrie plus importante semble permettre de confiner de façon pérenne ces déchets.



Casier de stockage des déchets de l'usine

Observations :

l'exploitant doit, sous 2 mois, mettre à jour son PGDE afin de :

- corriger les tonnages de déchets de carbonates produits sur la durée de l'autorisation ;
- spécifier les tonnages des déchets pulvérulents issus de l'usine et des déchets issus des bassins de décantation des eaux pluviales ;
- préciser les codes déchets pour chaque catégorie de déchets d'extraction ;
- compléter le PGDE en précisant les mesures prises pour limiter et surveiller les effets sur l'environnement des stockages de déchets issus de l'usine (notamment, les mesures visant à limiter les envols de poussières pour les fines stockées en casier et les mesures prises pour éviter tout risque de contamination par des polluants des boues de décantation).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : zones de stockage des déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/09/1994, article 11.5

Thème(s) : Risques chroniques, zones de stockage des déchets d'extraction inertes

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

<p>Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ; - à la récupération et au traitement des lixiviats ; - à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. <p>En cas de risques de perte d'intégrité des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5. (absence de stockage temporaire > 3 ans).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Prévention des pollutions.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).[...]
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 16/09/2020</u> : l'inspection avait interrogé l'exploitant sur la pertinence de la mise en place d'une jauge de type "b", au regard des résultats de la 4^{ème} campagne de mesures effectuée par vent d'Est. En réponse, la société Omya avait indiqué que le vent d'Est n'est pas le vent dominant dans la région et que l'implantation d'une jauge de type "b" ne semblait pas présenter d'intérêt. L'exploitant indiquait également que ce point serait reconsidéré en 2024, lorsque l'exploitation se rapprochera du village.</p> <p><u>Constat le 06/07/2023</u> : l'inspection note que la rose des vents et les relevés effectués lors des 4 campagnes de 2022 montrent que des vents provenant du sud / sud-est sont régulièrement</p>

observés sur la carrière. Par ailleurs, les premières habitations sont situées à moins de 1500m au nord du site.
Observations : l'exploitant doit, sous 2 mois, mettre à jour son plan de surveillance des retombées de poussières en : <ul style="list-style-type: none"> - insérant une carte faisant apparaître les premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) et les premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation autour de l'ensemble du site, - ajoutant une station de type "b" au nord de la carrière, afin d'évaluer les retombées par vent de sud / sud-est. Cette nouvelle jauge sera intégrée dans la prochaine campagne de mesure, suivant la mise à jour du plan de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. [...]
Constats : <u>Constat le 16/09/2020</u> : l'inspection avait constaté que les jauges 1 et 2 étaient entourées d'obstacles pouvant entraver le bon déroulement des campagnes de mesures. En réponse, l'exploitant avait indiqué que les jauges seraient déplacées avant la prochaine campagne de mesure, afin de ne pas être perturbées par la végétation à proximité. <u>Constat le 06/07/2023</u> : l'inspection a constaté que l'implantation des jauges 1 et 2 était conforme (absence d'obstacle à proximité immédiate du collecteur).
 

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 16/09/2020</u> : l'inspection avait constaté que la sonde de température et le pluviomètre de la station météorologique n'étaient pas implantés conformément aux dispositions de la norme ISO 19289 (équipements proches d'un mur). En réponse, l'exploitant s'était engagé à déplacer ces équipements sous 12 mois.</p> <p><u>Constat le 06/07/2023</u> : l'inspection a constaté que les équipements ont été déplacés au centre de la toiture supérieure du bâtiment administratif, avec mise en place d'une échelle à crinoline pour y accéder.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p>Constats : le rapport d'activité 2022 présente les résultats des 4 campagnes de mesures des retombées de poussières effectuées en 2022. Les résultats sont tous inférieurs à l'objectif de 350 mg/m²/j, applicables aux jauges de type "b" (valeur moyenne maximale de 230 mg/m²/j).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : évaluation des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, évaluation des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'évaluation des émissions de poussières totales et des PM 10 est réalisée selon le Guide méthodologique d'aide à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets à l'attention des exploitants de carrières et d'installations de premier traitement de matériaux dans sa dernière version disponible sur le site de déclaration en ligne des émissions et des transferts de polluants et des déchets (monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gerep/). La feuille de calcul annexée au guide indiquant le détail du calcul de l'évaluation et en particulier les paramètres relatifs à l'exploitation retenus, est jointe à la transmission prévue l'article 2.1 du présent arrêté. L'exploitant détermine le flux de particules totales et celui des particules PM 10. Cette évaluation est révisée autant que de besoin en fonction de l'évolution du plan d'exploitation et au moins une fois tous les 5 ans.
Constats : <u>Constat du 16/09/2020</u> : l'inspection a demandé la transmission de l'actualisation de l'évaluation des émissions de poussières. <u>Constat le 06/07/2023</u> : l'exploitant a fourni la mise à jour de son évaluation (version 6 du 7 janvier 2020). Elle conclut à un tonnage annuel de 8,4 t de poussière pour une production de l'ordre de 500 000t de matériaux extraits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : registre dépoussiéreurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 3.12
Thème(s) : Risques chroniques, registre dépoussiéreurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient un registre sur lequel sont mentionnées les anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (date, durée, intervention effectuée). Ces informations sont présentées dans le rapport annuel adressé à l'inspection des Installations Classées.
Constats : <u>Constat le 16/09/2020</u> : l'inspection avait demandé des compléments d'informations sur le registre d'anomalie des dépoussiéreurs. En réponse, l'exploitant avait indiqué utiliser le logiciel SAP pour assurer le suivi des opérations de maintenance préventives ou curatives, sur l'usine et la carrière. Il

a précisé que seules des opérations préventives ont été réalisées sur le filtre principal de l'installation Horus de traitement de la carrière et les filtres des silos. Il s'est également engagé à joindre au rapport d'activité 2020 une extraction des interventions effectuées dans l'année.

Constat le 06/07/2023 : le suivi des interventions sur les équipements de dépoussiérage est présenté dans le rapport d'activité pour l'exercice 2022. Toutefois, l'extrait transmis liste les multiples interventions de maintenance sur l'installation Horus : l'exploitant confirme que seules 4 interventions concernent les dépoussiéreurs. En 2023, une anomalie a été constatée le 21/06/2023 sur le filtre Horus (deux électrovannes HS) lors d'un contrôle préventif semestriel.

Observations : L'exploitant veillera à ne présenter que les anomalies relatives aux dépoussiéreurs dans la synthèse intégrée au rapport d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, articles 7.2.1. et 2.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 7.2.1 : En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 2.7.1 : mesures des niveaux sonores tous les 3 ans

Constats : Les dernières mesures effectuées en 2021 montrent un respect des valeurs limites applicables en ZER aux trois points contrôlés (valeur maximale mesurée de 1 dB).

Observations : La prochaine campagne de mesure à effectuer en 2024 devra prendre en compte l'évolution prochaine des opérations d'extraction qui vont se rapprocher de l'usine, en intégrant un ou plusieurs point de mesure au niveau des zones habitées à l'Est du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, articles 7.2.2 et 2.71,								
Thème(s) : Risques chroniques, NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION								
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet								
Prescription contrôlée :								
<p><u>Article 7.2.2</u> : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, déterminées de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles :</p>								
<table><tr><th>PERIODES</th><th>PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</th></tr><tr><td>Niveau sonore limite admissible</td><td>70 dB(A)</td><td>60 dB(A)</td></tr></table>			PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)	Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)
PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)						
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)						
<p>En application de l'article 5 de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité, un contrôle des niveaux sonores est réalisé périodiquement, par un organisme compétent en cinq points de mesures pris en limite de propriété.</p>								
<p>Le choix des points de mesure est déterminé en accord avec l'Inspection des Installations Classées. Les résultats sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées.</p>								
<p><u>Article 2.71</u> : mesures des niveaux sonores tous les 3 ans</p>								
<p>Constats : Les dernières mesures effectuées en 2021 montrent un respect des valeurs limites applicables en limite de site pour l'ensemble des points contrôlés (valeur maximale mesurée de 61,5 dB).</p>								
Type de suites proposées : Sans suite								
Proposition de suites : Sans objet								

N° 11 : tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, tirs de mines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>Le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de signature du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de signature du présent arrêté. On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés, habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine ainsi que les monuments.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'activité 2022 présente un historique des valeurs des vitesses particulières pondérées, mesurées depuis 2004 : ces résultats montrent des dépassements réguliers de la valeur de 5 mm/s jusqu'en 2020, puis une chute importante en 2021 puis 2022 (la valeur présentée sur le graphe du rapport d'activité étant la valeur ponctuelle maximale mesurée dans l'année sur un des trois axes). En 2023, aucun dépassement de la limite de 5mm n'a été relevé sur les 58 tirs effectués à la date de la visite (valeur maximale mesurée de 1,2mm/s).</p> <p>L'exploitant précise que la baisse observée depuis 2018 s'explique par plusieurs facteurs, tels que le recours aux tirs électroniques, la baisse des charges unitaires utilisées ou l'éloignement des zones de tir par rapport aux sismographes qui sont positionnés au niveau des habitations les plus proches, afin de connaître les vibrations réellement ressenties (deux sismographes étant utilisés à chaque tir).</p> <p>L'exploitant a présenté les certificats annuels d'étalonnage des sismographes effectués en 2023 et confirmant la conformité des matériels.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Modalités d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités d'extraction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté la présence d'un front en partie supérieure de la zone du Défends, à proximité du belvédère, dont la hauteur est supérieure à 15 mètres (hauteur d'environ 17m d'après les données mentionnées sur le plan du 03/10/2022) et présentant un surplomb. L'exploitant a indiqué que ce front doit être extrait à l'automne 2023.</p>



Observations : l'exploitant doit, sous 4 mois, rectifier le front afin que sa hauteur soit inférieure à 15m et qu'il ne présente plus de surplomb. Dans l'attente, l'accès au pied et à la tête de la zone en surplomb doit être interdit par tout moyen adapté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois